

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy , le 25 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 mars 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAPHOCOLOR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS
74000 ANNECY

Références : 20220304-RAP-InspectionRisqueIncendieGraphocolorAnnecy-v04

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 mars 2022 dans l'établissement GRAPHOCOLOR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 ANNECY. L'inspection a été annoncée le 24/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 4 mars 2022 a été menée dans le cadre de l'action nationale 2022 relative à la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surface. L'usine exploitée par Graphocolor avait subi un incendie le 24 juin 2016, lequel avait détruit partiellement l'un des deux ateliers abritant les installations de traitement de surface. L'atelier a ensuite été reconstruit.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAPHOCOLOR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m². GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. l'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m³ répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention contre les risques d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2-6-3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Comportement au feu des structures – locaux à risques	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-1	/	Sans objet
Prévention de la propagation	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-1	/	Sans objet
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-2	/	Sans objet
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-6-1	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8-1-2	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2-6-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il conviendra de vérifier sous un délai de 30 jours les besoins en eau d'extinction d'incendie ainsi que les besoins de rétention des liquides et des eaux en cas d'incendie pour l'ensemble des bâtiments.

De plus, il conviendra de vérifier sous 3 mois que les 9 poteaux incendie extérieurs sont capables de délivrer simultanément un débit de 90 m³/h pendant 2 heures.

Enfin, les anomalies constatées lors du contrôle des moyens de lutte contre l'incendie du 22

décembre 2021 par un organisme compétent devront être corrigées sous un délai de 30 jours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des structures – locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles, portes pare flamme ...) adaptées aux risques encourus
Constats : L'exploitant n'a pas fourni de justificatif pour l'atelier U1U2 attestant des propriétés de résistance au feu des murs extérieurs et murs séparatifs planchers, portes et fermetures, dispositifs de fermeture. Toutefois, nous avons constaté lors de la visite que les murs de l'atelier U1U2 étaient construits en blocs de béton et les cloisons en plaque de plâtre. Présence de portes coupe-feu. Selon la description du dossier de porter à connaissance établi le 22 mars 2017 concernant la reconstruction de l'atelier U3 à la suite de l'incendie du 25 juin 2016, l'atelier a été reconstruit en blocs de béton et en panneau sandwich en laine de roche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la propagation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : En outre, les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.
Constats : La propagation d'un incendie par le système de ventilation est évitée par les dispositions suivantes : 4 clapets coupe-feu sur la VMC U1U2 2 clapets coupe-feu sur la CTA ventilation TGBT U8 1 système Sprinklage dans la gaine de ventilation U6 (ex U3) et U1U2X
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur et notamment à l'instruction technique n° 246 permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.
Constats : Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs de désenfumage. L'aménagement de l'atelier U1U2 n'a pas fait l'objet d'observations de la part du SDIS lors de l'instruction du dossier de demande d'autorisation déposé le 28 septembre 2005 et complété le 13 juillet 2006. Lors de la reconstruction de l'atelier U3 à la suite de l'incendie, il a été équipé en partie haute de dispositifs de désenfumage conformes à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – systèmes de commandes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Nous avons constaté que toutes les commandes étaient placées à proximité des accès. Elles sont contrôlées tous les ans par une société extérieure. Le dernier contrôle a été effectué le 19 novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc ...) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe 7.3.1 sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.
Constats : L'exploitant nous a présenté le dernier rapport de contrôle de matériel électrique établi par APAVE en novembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8-1-2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Concernant l'asservissement du chauffage des bains, la ligne de brillantage est concernée. Le niveau est contrôlé par une détection de niveau haut et une détection de niveau bas. Les détecteurs de niveau asservissent automatiquement l'arrêt du chauffage des bains. La surveillance est assurée sur écran par le pilote de ligne, par la salle de supervision et par un report au service maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens seront constitués au moins, sauf dispositions spécifiques à certaines installations prescrites dans la suite du présent arrêté :
Constats : L'exploitant nous a fourni le plan des emplacements des alarmes incendie et des extincteurs. Une inspection des ateliers nous a permis de vérifier que les extincteurs étaient adaptés aux risques encourus et correctement signalés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée : Les moyens externes de lutte contre l'incendie devront comprendre 9 poteaux d'incendie situés à proximité de l'établissement (2 à moins de 150 m, 3 à moins de 350 mètres et 4 à moins de 400 mètres), conformes à la norme NFS 61.213, capables de délivrer chacun, en fonctionnement simultané, un débit unitaire de 60 m3/heure pendant deux heures.</p>
<p>Constats : Selon le dossier de porter à connaissance déposé le 5 avril 2017 relatif à la reconstruction de la partie incendiée en 2016, 9 poteaux d'incendie sont implantés selon les prescriptions de l'article 7-5 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007. Les 9 poteaux d'incendie sont théoriquement susceptibles de fournir 540 m3/h pendant 2 heures.</p> <p>En outre, les bâtiments parties opérateur et parties bains des deux bâtiments sont sprinklés depuis 2017 avec une réserve d'eau de 430 m³ et la source sprinkler est accessible par les pompiers. En outre, la réserve d'eau de 430 m³ a été validée par l'assureur.</p> <p>Selon le dossier de porter à connaissance déposé le 5 avril 2017 relatif à la reconstruction de la partie incendiée en 2016, le calcul du volume d'eau d'extinction nécessaire pour la défense extérieure contre l'incendie du bâtiment U3U4 et du magasin a été déterminé selon le document technique D9 (Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau – Septembre 2001 – INESC, FFSA, CNPP), et aboutit à un résultat de 229 m³/h.</p> <p>Le calcul n'a pas été mené en incluant l'atelier U1U2 d'une superficie d'environ 2500 m². De plus, le document technique D9 de septembre 2001 a été remplacé par l'édition de juin 2020.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant nous a présenté un plan d'implantation des robinets d'incendie armés et un plan des zones dangereuses (produits chimiques).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
<p>Proposition de suites : Fournir sous un délai de 30 jours un calcul selon le document technique D9 de juin 2020 du besoin en eau d'extinction prenant en compte l'ensemble des bâtiments.</p> <p>Faire vérifier sous un délai de 3 mois que les 9 poteaux d'incendie sont capables de délivrer chacun, en fonctionnement simultané, un débit unitaire de 60 m3/heure pendant deux heures.</p>

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens seront constitués au moins, sauf dispositions spécifiques à certaines installations prescrites dans la suite du présent arrêté :</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis à profit la reconstruction de l'atelier incendié pour sprinkler l'ensemble des ateliers, ce qui renforce la protection incendie alors que le sprinklage n'était pas imposé lorsque l'autorisation a été délivrée en 2007</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7-5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant nous a présenté le rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie du 22 décembre 2021. Des anomalies ont été constatées, une commande a été passée à l'entreprise DESAUTEL le 1er mars 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Fournir sous un délai de 30 jours un justificatif de correction des anomalies constatées lors du contrôle des moyens de lutte contre l'incendie du 22 décembre 2021 par un organisme compétent.

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2-6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : A compter du 1er octobre 2007, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, seront collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après un contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Le volume de ce dispositif sera d'au moins 840 m ³ .
Constats : Les deux sorties eaux pluviales sont équipées de ballons d'obturation à déclenchement manuel. Lors de l'incendie de juin 2016, l'intégralité des eaux d'extinction a été récupérée et il n'y a eu aucune pollution accidentelle du milieu par les eaux. Toutefois, l'incendie ne s'est pas étendu à l'ensemble des bâtiments. Or, si l'on se réfère au calcul du volume à mettre en rétention selon le document technique D9A d'août 2004 annexé au dossier de porter à connaissance déposé le 5 avril 2017, le volume total serait supérieur à 840 m ³ . De plus, le document technique D9A d'août 2004 a été remplacé par l'édition de juin 2020.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Fournir sous un délai de 30 jours un calcul selon le document technique D9A de juin 2020 du volume des eaux d'extinction d'incendie à mettre en rétention prenant en compte l'ensemble des bâtiments.

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2-6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les systèmes d'obturation des réseaux participant à la rétention des eaux d'extinction seront régulièrement vérifiés suivant un programme établi par l'exploitant.
Constats : L'exploitant nous a présenté un tableau prévisionnel de suivi des contrôles du matériel électrique et du matériel de lutte contre l'incendie, parmi lequel figurent les systèmes d'obturation vérifiés annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

